

De l'usage des drogues dans le débat politique

L'invité

Frank Zobel

Directeur adjoint
d'Addiction Suisse



Le procédé est bien connu en France et aux Etats-Unis: lors d'une campagne électorale, accusez (ou faites accuser) un candidat d'être laxiste sur la question des drogues (*soft on drugs*, dit-on en anglais) alors que vous-même, évidemment, affirmez être particulièrement intransigeant sur ce sujet. Vous pouvez utiliser le fait que votre adversaire a déjà fumé du cannabis, qu'il envisage une politique différente, ou même seulement qu'il fréquente des personnes qui le font. Les possibilités sont nombreuses.

Il faut juste réussir à suggérer une sorte de faute morale synonyme d'incapacité à gouverner. Et vous n'avez rien à prouver en contrepartie, aucun bilan à apporter. La position intransigeante, aussi inutile soit-elle, suffit. Le procédé est simple et parfois efficace.

On ne sait qui exactement a décidé de l'adopter en Suisse pour attaquer Ignazio Cassis sur sa «faute» de vouloir repenser la politique drogue. Certains y verront un habile coup politique, d'autres un aveu de faiblesse de ses adversaires. On verra le résultat. En tout cas l'objectif est clair: pêcher les voix de ceux et celles qui sont pour la politique de l'autruche vis-à-vis des drogues, et ils sont assez nombreux à Berne.

On doit quand même être choqué du procédé. Lorsqu'il était médecin cantonal tessinois, le candidat attaqué s'est engagé courageusement, dans le contexte d'un canton parfois difficile, pour que les jeunes héroïnomanes soient pris en charge et qu'ils ne meurent ni d'une overdose ni du sida.

Remettre en question son intégrité sur le sujet des drogues est non seulement injuste mais aussi malsain. Cela ressemble aux méthodes de dévalorisation utilisées par l'actuel président des Etats-Unis. Elles n'apportent rien de bon.

Réduire la politique drogue à une dimension binaire, noir contre blanc, bien contre mal, est aussi une régression. Elle nous éloigne de la réalité pour nous replonger là où les déclarations valent plus que les faits. Les projets d'Addiction Suisse nous amènent pourtant à rencontrer des professionnels de la santé et des policiers de toute la Suisse.

Tous s'accordent à reconnaître la complexité de la problématique des drogues, l'absence de solutions simples, la nécessité de réfléchir ensemble. Les candidats au Conseil fédéral le savent évidemment aussi, puisqu'ils y sont confrontés dans le cadre de leurs fonctions.

La question des drogues est trop sérieuse pour être prise en otage comme elle l'est ces jours. Mais, qui sait, la manœuvre pourrait aussi se retourner contre celles et ceux qui l'ont initiée et, par effet de boomerang, redonner un nouvel élan au pragmatisme suisse en matière de drogue?

On le saura bientôt.